



Ce bulletin d'information porte sur le projet de la FAO "AgrInvest - Favoriser l'investissement efficace et inclusif du secteur privé dans les systèmes agroalimentaires" (Agrinvest-SA). C'est un outil clef pour le partage des connaissances entre les membres du projet.

GCP/GLO/002/ITA

BIENVENUE

Bienvenue dans la quatrième édition du bulletin AgrInvest-SA, point d'information trimestriel pour se tenir à jour quant au projet.

Le projet AgrInvest-SA entend aider les systèmes agroalimentaires à trouver des investissements privés, alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), via des fonds publics.

Ce bulletin vous informe sur le projet, et inclut: réalisations et résultats hebdomadaires, nouvelles publications, présentations de réussites, messages de l'équipe, événements à venir, liens vers les vidéos et photos du projet, liens vers des débats en ligne, et plus encore.

Dans ce numéro, vous trouverez:

1. Deux articles sur nos ateliers récents au Burkina Faso et au Niger;
2. Un aperçu de notre publication récente sur les chaînes de valeurs de l'aquaculture au Kenya;
3. The experience of Ethiopian financiers attending the Agricultural and Rural Finance Training Programme (FAR 2021).

Bonne lecture!

L'équipe d'AgrInvest-SA

1. Dialogue national quant aux opportunités d'investissements alignés sur les ODD dans le secteur du riz au Burkina Faso

Le 28 mai 2021, le projet AgrInvest-SA a organisé un atelier intitulé «Réunion consultative du projet AgrInvest-systèmes alimentaires quant aux opportunités d'investissements alignés sur les ODD dans le secteur du riz» à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso.

L'évènement a permis de présenter et valider le projet de rapport sur l'évaluation de la chaîne de valeur du riz – actuellement mené en partenariat avec le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM). Il s'agissait aussi d'obtenir des informations complémentaires pour enrichir l'étude. Enfin l'atelier visait à outiller les parties prenantes pour faire face aux problèmes des goulots d'étranglements financiers et aux enjeux de durabilité dans la chaîne de valeur du riz.



Participants de l'atelier de Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso.





Pour respecter les mesures de sécurité sanitaire face à la pandémie de la covid-19, le nombre de participants a été limité à 44.

On trouvait parmi eux des participants représentant des institutions gouvernementales nationales et locales, financières (IF), académiques, d'organisations paysannes (OP), ou de plateformes régionales actives dans le secteur rizicole, ainsi que des producteurs de riz.

Les participants ont identifié divers goulots d'étranglements dans la chaîne de valeur du riz, comme l'accès limité à des intrants de qualité, de faibles niveaux de production, le manque de systèmes d'irrigation et les capacités limitées des producteurs en matière de transformation et mécanisation. Après diverses présentations et discussions, les participants sont tombés d'accord sur la nécessité d'investir en priorité dans la transformation, la production et la mécanisation après-récolte.

Ils ont également souligné qu'un plus grand engagement des ministères du commerce et des finances dans le développement de la chaîne de valeur du riz était nécessaire, ainsi que l'importance de renforcer les capacités des transformateurs de riz.

2. Atelier national sur les opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur de l'oignon au Niger

Un deuxième atelier ciblant la chaîne de valeur de l'oignon a été organisé à Niamey, au Niger le 25 mai pour échanger sur les opportunités d'investissement dans le secteur.

Comme pour l'atelier du Burkina Faso, il s'agissait de présenter les premières conclusions du projet de rapport sur l'évaluation de la chaîne de valeur de l'oignon au Niger et de recueillir des informations auprès des 21 représentants du secteur public et privé concernés.

Le sujet de l'accès au crédit via les systèmes de stockage locaux (warrantage), un outil financier susceptible de promouvoir la chaîne de valeur de l'oignon au Niger a été au cœur des discussions.



Participants de l'atelier de Niamey, au Niger.

Diverses recommandations aux partenaires du développement ont été formulées: il s'agirait notamment de soutenir la création d'un comité local de contrôle des semences d'oignon, chargé de surveiller la qualité des semences, mais aussi d'accroître la capacité des institutions financières à développer des produits financiers ciblant les besoins des producteurs et transformateurs d'oignons. Quant au gouvernement, il doit selon le groupe fournir un environnement propice aux institutions financières engagées auprès des acteurs de la chaîne de valeur de l'oignon.

Les résultats de cet atelier ont permis de nourrir l'analyse finale plus détaillée de la chaîne de valeur de l'oignon par l'ECDPM et la FAO.

3. Accroître les investissements durables dans la chaîne kenyane de l'aquaculture en cage

En partenariat avec l'ECDPM, le projet vient de publier sa première évaluation de chaîne de valeur, ciblant la chaîne de l'aquaculture au Kenya.

Ce document inaugure une série de cinq publications AgrInvest-SA, évaluant diverses chaînes de valeur au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya et au Niger.

Ce rapport s'appuie sur l'approche de l'ECDPM pour des systèmes alimentaires durables ainsi que sur un premier



rapport kenyan publié par AgrInvest-SA, téléchargeable en anglais: www.fao.org/3/cb2259en/CB2259EN.pdf. L'aquaculture a été ciblée en raison de son potentiel en termes d'investissements, du contexte économique et politique favorable, et de sa capacité à contribuer à des systèmes alimentaires durables.

L'étude cible essentiellement l'aquaculture en cage dans les comtés riverains du Lac Victoria (Migori, Homa Bay, Kisumu, Siaya et Busia) et le comté de Vihiga, le comté de Nairobi ayant été inclus comme marché final.

Selon la publication, l'élevage piscicole en cage dans les eaux du Lac Victoria est prometteur, en raison du faible cout

des terres. Cette chaîne d'élevage en cage est fortement développée mais la demande dépasse encore l'offre.

Pour attirer plus d'investissements – et viser des retours durables optimisés pour chaque Shilling kényan investi – une approche d'ensemble de la chaîne est nécessaire. Les plans de rentabilité en seraient renforcés, grâce à une meilleure coordination de la chaîne de valeur, actuellement peu structurée.

L'étude montre qu'une plateforme multi-acteurs offre un espace de discussion utile pour se coordonner, tout en permettant de renforcer le lobbying face à des enjeux de gouvernance dépassant le simple cadre de la rentabilité, comme la régulation environnementale.

4. 4. Des financiers éthiopiens participent à la Formation en finance agricole et rurale (FAR, 2021)

Comme anticipé dans le bulletin précédent, suite au succès de la version en français de la Formation en finance agricole et rurale (FAR), qui s'est déroulée en présentiel en 2019 au Burkina Faso et en ligne en 2020, l'Appui au développement autonome (ADA) en a organisé une version en anglais pour des cadres de la finance de pays africains anglophones.

Grâce à la facilitation du projet AgrInvest-SA, sept experts éthiopiens de la finance agricole ont participé à cette formation. On trouvait parmi eux des représentants de la banque centrale Commercial Bank of Ethiopia, de la Development Bank of Ethiopia, de trois institutions de microfinance (IMF) et le coordinateur national d'AgrInvest-SA. Les experts, aux profils hétérogènes, exerçaient des postes différents dans leurs institutions financières, et on comptait parmi eux des hauts responsables des prêts, des directeurs généraux, des directeurs opérationnels et des personnels impliqués dans la finance rurale.

Deux des participants doivent bénéficier d'une bourse de l'ADA et du Ministère des affaires étrangères et européennes





du Luxembourg pour participer à la session de Kigali au Rwanda, du 11 au 16 octobre 2021, en amont de la Semaine africaine de la microfinance (SAM 2021).

Un participant de la Development Bank of Ethiopia, Yifredew Adamu, haut responsable des prêts, a indiqué qu'en tant que banque centrale, son institution ciblait les PME et les microentreprises soit par des financements directs soit par des IMF. Il a toutefois ajouté que «Financer des microentreprises et petites entreprises engagées dans le secteur agricole en Éthiopie est difficile et risqué, dès lors que nous exigeons systématiquement des sûretés sous la forme d'actifs fixes.»

Les divers participants ont indiqué la valeur de la formation pour leurs activités. Monsieur Adamu a souligné que «La

formation était adaptée pour comprendre comment un produit de crédit agricole peut être conçu de façon à protéger le client en prenant en compte les divers risques inhérents à l'activité agricole.» Il a ajouté en conclusion que «Notamment, il était nécessaire d'aborder les produits de crédit agricole avec une vision d'ensemble des chaînes de valeurs agricoles cibles, et de lier les mécanismes de financement avec des assurances agricoles, le cas échéant, afin de mieux impliquer les microentreprises et PME.»



Ministry of Foreign Affairs
and International Cooperation

Ce bulletin d'information a été produit avec l'aide du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale d'Italie. Le contenu de cette publication relève de la responsabilité exclusive de la FAO et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue du gouvernement italien.

Pour plus d'information:

<http://www.fao.org/3/ca8944fr/CA8944FR.pdf>

Veuillez envoyer toute contribution ou demande à l'adresse suivante:

Agriinvest-Food-Systems@fao.org



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO